

Conseil Général Haut-Rhin

REÇU A LA PRÉFECTURE

15 JAN. 2006

Direction de la Solidarité
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Colmar, le

2006 - 00024

ARRETE

DSOL

du

13 JAN. 2006

**portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2006 de l'EHPAD
Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local de SOULTZ**

VU les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;

VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23,

VU la convention EHPAD signée le 28 avril 2004 ;

VU les propositions de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

1/2

ARRETE

REÇU A LA PRÉFECTURE
16 JAN. 2006

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2006, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

- Hébergement : 686 639,00 €
- Dépendance : 258 000,60 €

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du 1^{er} janvier 2006 pour l'EHPAD Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local de SOULTZ sont fixés à :

Hébergement :

- Résidants de plus de 60 ans : 42,39 €
- Résidants de moins de 60 ans : 59,05 €

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

| Tarifs | Dont pris en charge par l'APA |
|-----------------------|-------------------------------|
| GIR 1-2 : 17,88 Euros | GIR 1-2 : 13,07 Euros |
| GIR 3-4 : 11,35 Euros | GIR 3-4 : 6,54 Euros |
| GIR 5-6 : 4,81 Euros | GIR 5-6 : Néant |

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

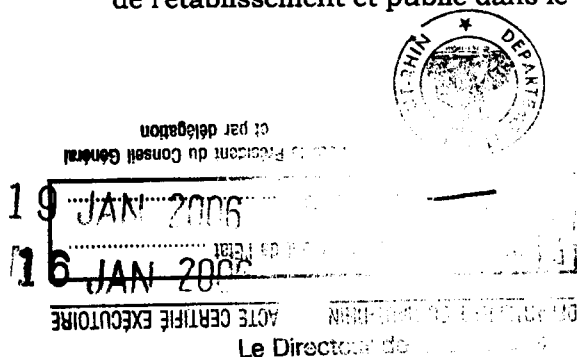
183 541,80 €

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.



LE PRESIDENT

Charles BUTTNER

Jacques...